



INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON

La nouvelle bataille de Gdansk

La bataille commence à la courbe du fleuve, quand la Motlava file ses derniers kilomètres vers la Baltique. Ciel bas sur la ville polonaise de Gdansk, admirablement rénovée dans sa splendeur de grande cité hanséatique. Ce lundi 23 janvier, le maire, Pawel Adamowicz, inaugure pour la presse ce qui est sans doute le plus grand musée jamais consacré à la seconde guerre mondiale en Europe. Mais cette œuvre admirable, dans sa force didactique et son ambition scientifique, le gouvernement de la droite polonaise veut la couler – la dissoudre dans les eaux de la Motlava. En changer le sens. Pour des raisons idéologiques.

Dès le lendemain de la cérémonie du 23, un tribunal a autorisé le ministère de la culture à modifier de fond en comble le contenu du musée et à en chasser le directeur, l'historien Pawel Machewicz. Résultat ? Des générations de jeunes Européens risquent d'être privées d'une expérience pédagogique unique au monde. Le grand public ne verra peut-être jamais ce qui est ici proposé : un voyage saisissant dans l'Europe en guerre – le travail de huit ans d'un collectif d'historiens de réputation internationale, polonais et étrangers.

On l'aura compris, ce conflit ne relève pas d'une simple affaire muséale. Il concerne l'Union européenne (UE). Il est éminemment politique. Il pose une question fondamentale : est-ce au gouvernement de dire l'Histoire dans un Etat démocratique ? « La bataille du Musée » est essentielle, parce qu'elle est culturelle.

« Un musée d'atmosphère »

Ce ne pouvait être qu'en Pologne et ce ne pouvait être qu'à Gdansk. Quand le chef du gouvernement de l'ancienne majorité, Donald Tusk (centre), décide d'édifier ce musée, en 2007, le grand port de la Baltique s'impose. Le premier coup de canon de la seconde guerre mondiale a été tiré ici, le 1^{er} septembre 1939. Une fois signé le pacte entre l'Allemagne nazie et l'URSS, le SMS *Schleswig-Holstein*, vieux cuirassé de la Kriegsmarine, attaque la garnison de Gdansk sur la presqu'île de Westerplatte. Nazis et Soviétiques vont se partager la Pologne. Et, d'une certaine manière, le conflit commence à prendre fin ici aussi. Quand, à quelques pas de là, les grandes grèves des chantiers navals de Gdansk, en 1980, annoncent l'ébranlement de la domination soviétique sur l'Europe de l'Est, héritage de la seconde guerre mondiale.

Le terrain a été donné par la municipalité. Une agence de Gdansk, celle de l'architecte Jacek Droszcz, a dressé une structure de verre et de briques rouges qui vient élégamment se fondre dans le paysage de la vieille ville. Sur près de 5 000 mètres carrés en sous-sol, la talentueuse équipe belge du groupe Tempora a imaginé une scénographie puissante : la guerre vue, vécue, à hauteur d'homme. On ne sort pas indemne de ces dix-sept « stations » où défilent l'avant-guerre, la guerre et l'après-guerre immédiat.

LE PARTI DROIT ET JUSTICE BATAILLE POUR IMPOSER SA VERSION, ÉPURÉE ET SIMPLIFIÉE, DE L'HISTOIRE

LE GOUVERNEMENT POLONAIS VEUT COULER LE MUSÉE DÉDIÉ À LA SECONDE GUERRE MONDIALE

C'est une expérience intellectuelle et sensorielle, « un musée d'atmosphère » où, du début à la fin, vous colle à la peau un sentiment de vulnérabilité extrême face au chaos de la guerre et à l'ampleur des massacres. Son, images fixes et animées, affiches, cartes, tableaux statistiques, quatre heures de films et 250 stations multimédias : ce parcours dans la guerre est porté par les techniques les plus modernes. Mais le souci didactique est constamment présent aussi, à chaque étape.

La détresse économique favorise la montée des totalitarismes des années 1920 et 1930, lesquels détruisent l'ordre européen imaginé au lendemain du premier conflit mondial. L'exacerbation nationaliste est le chemin direct qui conduit à la guerre, et le partage d'après-guerre, celui qui aboutit à la tragédie de cet « Occident kidnappé » qui fut celle de l'Europe de l'Est asservie au bloc soviétique.

Ce n'est pas un musée militaire, mais un musée militaire et civil, pour la bonne raison que les nazis, dès le début, pratiquèrent une guerre totale : bombardements de populations civiles, de colonnes de réfugiés, de villes. Unique au monde, la collection d'objets et d'images assemblée ici – où l'on chemine d'un char américain à un char russe, de la terreur à la résistance, d'un camp de prisonniers à un camp d'extermination – raconte une vérité souvent minorée en Europe de l'Ouest : le front oriental fut « l'épicentre de la sauvagerie de cette guerre », dit l'un des sages de l'équipe Tempora, l'historien israélien Elie Barnavi.

Ce n'est pas seulement à cause de la Shoah, qui tient ici toute sa place. Spécialiste de l'Europe, son collègue américain, Timothy Snyder, membre du conseil scientifique du musée, parle « d'un acharnement unique » contre les peuples de la région et notamment contre les Polonais. Le fil conducteur de ce récit est un regard polonais, des regards polonais, devrait-on dire. Rien n'est ici caché des pogroms contre les juifs mais rien non plus de ce qui a fait l'immense et singulier malheur de la Pologne.

Alors cette majorité de droite ultra-conservatrice, celle du parti Droit et justice (le PiS), au pouvoir depuis 2015, que reproche-t-elle à un musée, financé par l'Etat, qui honore la Pologne ? D'abord – de la basse politique : il a été commandé par Tusk. Plus important : il est « européen », quand le PiS veut éloigner la Pologne de l'UE et de ses valeurs libérales. Enfin, « ce que les libéraux ne comprennent pas », dit Barnavi : la bataille est culturelle parce que la culture, et notamment le récit sur l'histoire, joue un rôle éminent dans le modelage de l'esprit national ». En pleine tentative de reconquête idéologique, le PiS bataille pour imposer sa version, épurée et simplifiée, de l'Histoire.

« Il n'y a rien au monde qui ressemble à ce musée, dit Snyder. Seuls les Polonais pouvaient le faire. S'il est perdu, coulé, il ne l'est pas seulement pour la Pologne, il l'est pour l'Europe et pour le monde. » ■

frachon@lemonde.fr

AFFAIRE FILLON : LE POISON DU SOUPÇON

ÉDITORIAL III

En novembre 1965, trois semaines avant la première élection présidentielle au suffrage universel, le ministre de l'intérieur, Roger Frey, conseille au général de Gaulle d'attaquer directement son principal adversaire. Il extrait d'un dossier la photo de François Mitterrand, arborant la francisque et serrant la main du maréchal Pétain, en 1943. « Pourquoi ne permettriez-vous pas que sortent quelques bonnes vérités cachées ? », demande le ministre. « Non, je ne ferai pas la politique des boules puantes », tranche de Gaulle.

Il fut bien le seul. Affaire Markovic contre Pompidou avant l'élection de 1969, feuille d'impôt de Chaban-Delmas avant celle de 1974, diamants de Bokassa contre Giscard d'Estaing à l'approche de 1981, patrimoine

de Balladur en 1995, engagement trotskiste de Jospin avant 2002, affaire Clearstream manigancée contre Sarkozy avant 2007... coups bas et coups tordus contre tel ou tel candidat n'ont plus jamais manqué.

Depuis deux jours, c'est François Fillon qui est la cible d'une telle torpille. Le Canard enchaîné a révélé que, pendant une douzaine d'années, son épouse, Penelope, a été employée par lui comme assistante parlementaire lorsqu'il était député, puis par son suppléant lorsque lui-même était ministre ou premier ministre.

Si l'embauche comme collaborateur d'un membre de sa famille par un député est légal (et fréquent), encore faut-il que cet emploi corresponde à un travail effectif. Or, à ce stade, cela semble tout sauf évident dans le cas de M^{me} Fillon.

En outre, les sommes évoquées (quelque 500 000 euros sur une douzaine d'années) correspondent à un salaire très supérieur à celui, en moyenne, d'un attaché parlementaire. Le parquet national financier a d'ailleurs immédiatement ouvert une enquête préliminaire pour détournement de biens publics, abus de biens sociaux et recel.

« La séquence des boules puantes est ouverte », a commenté François Fillon le 25 janvier, avant de demander à être entendu par le parquet financier « dans les plus brefs délais pour rétablir la vérité ». Il y a

effectivement un intérêt vital, tant cette affaire est dévastatrice pour le candidat de la droite. C'est son image qui est touchée de plein fouet – celle d'un homme qui prône le « courage de la vérité » et qui n'a pas hésité à lancer à l'adresse de Nicolas Sarkozy, alors son concurrent dans la primaire de la droite, « Qui imagine un seul instant le général de Gaulle mis en examen ? », celle enfin d'un présidentiable qui affirmait hautement il y a quelques semaines : « On ne peut pas diriger la France si l'on n'est pas irréprochable ».

Mais c'est aussi son projet qui risque de devenir inaudible : comment demander aux Français des efforts pour redresser les comptes publics, comment plaider la suppression de 500 000 postes de fonctionnaires, comment déclarer la guerre à l'assistanat si les révélations de ces derniers jours s'avèrent peu ou prou fondées ?

L'on voudrait toujours croire que les responsables politiques sont, précisément, assez responsables pour ne pas reproduire sans cesse ces accommodements avec la probité élémentaire, voire ces infractions à la loi, qui minent en profondeur la confiance des citoyens dans leurs dirigeants. La seule et unique façon de ne pas nourrir le soupçon – et le poujadisme qui l'accompagne – est d'être « irréprochable », pour reprendre le terme de François Fillon. A lui de faire la démonstration qu'il l'a été. ■

AIRFRANCE
FRANCE IS IN THE AIR

JUSQU'AU 30 JANVIER 2017

NEW YORK

ET ENCORE PLUS DE DESTINATIONS :

DAKAR

PÉKIN

AIRFRANCE KLM

France is in the air : La France est dans l'air. Pour New York, partez du 07/02 au 31/03/2017 et du 01/11 au 08/12/2017. Pour Dakar et Pékin, partez du 20/02 au 18/06/2017. Tarifs aller-retour, à partir de, 1 € de frais de service airfrance.fr inclus, soumis à conditions et à disponibilités, au départ de Paris sur vols directs. Les frais de service peuvent varier en fonction du point de vente Air France et de votre agence de voyages. Renseignez-vous sur airfrance.fr, au 36 54 (0,35 € TTC/min d'un poste fixe) ou dans votre agence de voyages.

459 € TTC A/R

FRAIS DE SERVICE INCLUS

469 € TTC A/R

FRAIS DE SERVICE INCLUS

489 € TTC A/R

FRAIS DE SERVICE INCLUS

AIRFRANCE.FR